Cuba confirme sa disposition de continuer à avancer sur la voie de l'amélioration de ses relations avec les États-Unis

09/12/16Facebook Twitter Google+Commentaires

Par María Josefina Arce

Depuis l'annonce en décembre 2014 par les États-Unis et Cuba de leur décision de commencer un processus de rapprochement, le gouvernement cubain a toujours fait montre d'une volonté d'améliorer ses relations avec son voisin du Nord, sur la base du respect mutuel, de l'égalité, sans faire des concessions et sans abandonner nos principes.

Plusieurs rencontres ont été organisées entre des représentants de nos deux pays. La plus récente a eu lieu ces jours-ci dans notre capitale. La partie cubaine y a réitéré sa disposition de continuer à avancer dans la construction de liens pour une cohabitation pacifique et bénéfique pour les deux parties.

À la 5è réunion de la Commission Bilatérale, Josefina Vidal, la directrice

Générale du Service chargé des États-Unis au Ministère cubain des Affaires étrangères, qui conduisait la délégation cubaine a fait savoir que Cuba est prête à identifier de nouveaux espaces pour travailler en faveur de l'établissement d'une relation différente, civilisée.

Josefina Vidal a expliqué que la réunion est venue prouver que le rétablissement des relations, l'ouverture d'ambassades, ainsi que le développement de la coopération dans divers domaines sont mutuellement avantageux pour nos deux pays.

Bien que des avancées aient été faites dans certains aspects et qu'un programme de travail très ambitieux ait été tracé lors de la réunion, il y a encore des questions importantes qui sont des obstacles pour avancer vers la pleine normalisation des relations bilatérales.

C'est le cas du blocus économique, commercial et financier imposé il y a plus d'un demi siècle par les États-Unis à Cuba, lequel est rejeté par la communauté internationale.

Une politique qui reste en vigueur, qui est appliquée malgré la reconnaissance par l'administration Obama de son échec et de son caractère obsolète. Certes, le président Obama a pris une série de mesures pour assouplir le blocus, mesures qualifiées par La Havane de positives mais d'insuffisantes.

Des firmes étrangères ont été frappées d'amendes pour avoir entretenu des relations avec Cuba, un mois à peine après que les États-Unis aient modifié leur vote traditionnel à l'Assemblée Générale de l'ONU contre la résolution cubaine sur la nécessité de mettre fin à une telle politique, et qu'ils se soient abstenus pour la première fois en 25 ans.

Une autre revendication de Cuba, sur laquelle est revenue notre délégation à la 5è réunion de la commission bilatérale est la restitution du territoire cubain occupé contre la volonté de son peuple par une base navale étasunienne.

La base navale de Guantánamo, où fonctionne un centre de détention et de torture est un affront à la souveraineté du peuple cubain et une violation

ouverte du droit international.

Dans cette prison une soixantaine de prisonniers restent dans une sorte de limbe.

Notre pays a fait savoir qu'un autre obstacle dans les relations avec les États-Unis est la dite loi de rajustement cubain qui encourage l'immigration illégale et le trafic de personnes.

Le chemin conduisant à la pleine normalisation de nos relations bilatérales est donc long et difficile. Pour édifier de liens complètement nouveaux mutuellement avantageux, les États-Unis doivent tenir compte des revendications légitimes du peuple cubain.